

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

### APPEL D'OFFRES OUVERT « A MAJORATION »

N° 10/2023

Objet :

**ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES LOCAUX DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA  
PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION  
(INPPLC)**

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert à majoration (séance publique) conformément aux dispositions de l'article 8, de l'alinéa 1, paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a), paragraphe 3 de l'article 20 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE .....	6
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES LOCAUX .....	6
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ .....	7
ARTICLE 6 : RÉFÉRENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ .....	7
ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ .....	8
ARTICLE 8 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE .....	8
ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....	8
ARTICLE 10 : ÉLECTION DE DOMICILE DU PRESTATAIRE DE SERVICE .....	8
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT .....	8
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE .....	9
ARTICLE 13 : DÉLAI D'EXÉCUTION.....	9
ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX.....	10
ARTICLE 15 : CARACTÈRE DES PRIX .....	10
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF .....	10
ARTICLE 17 : DÉLAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 18 : ASSURANCES-RESPONSABILITÉS .....	10
ARTICLE 19 : DROIT D'ENREGISTREMENT .....	11
ARTICLE 20 : CONTRÔLE DES PRESTATIONS .....	11
ARTICLE 21 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 22 : MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE RÈGLEMENT.....	11
ARTICLE 23 : PIÈCES À FOURNIR POUR LE PAIEMENT .....	12
ARTICLE 24 : PÉNALITÉS POUR RETARD .....	12
ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE.....	12
ARTICLE 26 : RETENUE À LA SOURCE AU TITRE DE L'IR OU L'IS :.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 27 : RÉSILIATION DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES.....	12
ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	12
ARTICLE 29 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC	13
ARTICLE 30 : RESPECT DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL .....	13
ARTICLE 31 : MESURES DE SÉCURITÉ.....	13
ARTICLE 32 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	13
ARTICLE 33 : AVANCES .....	13
ARTICLE 34 : ENGAGEMENT ET MONTANT DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE.....	14
ARTICLE 35 : RÉVISION DES CONDITIONS DU MARCHÉ .....	14
ARTICLE 36 : CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 37 : COMPOSITION DES LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 38 : EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE .....	16
ARTICLE 39 : CONDITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE .....	19
ARTICLE 40 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	20
ARTICLE 41 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE .....	20
ARTICLE 42 : CONSIGNES DIVERSES .....	21

## CAHIERS DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

*Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert à majoration (séance publique) conformément aux dispositions de l'article 8, de l'alinéa 1, paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a), paragraphe 3 de l'article 20 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption.*

### ENTRE :

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption représentée par son Président ; M. Mohammed Bachir RACHDI

Ci-après désignée par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LACORRUPTION » ou « L'INPPLC » ou « Maître d'ouvrage » ou « MO ».

### D'UNE PART

### ET

#### 1. Cas d'une personne morale :

La société .....

Représentée par Monsieur (Madame) .....En qualité de.....

Agissant au nom et pour le compte de .....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés ;

Au capital social de .....

Faisant élection de domicile à .....

Affilié à la C.N.S.S sous le n° .....

Inscrite au registre de commerce de .....sous le n° .....

N° de patente .....

N° de l'identifiant fiscal .....

Titulaire du compte bancaire n° (RIB 24 chiffres).....

Ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

### D'AUTRE PART

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

#### 2. Cas d'une personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de .....sous le n°.....

Patente n° ..... Affilié à la CNSS sous n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

### D'AUTRE PART

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

### 3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention .....(les références de la convention) ..... :

#### - Membre 1:

M. .... qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social .....

N° de patente .....

Registre de commerce de .....sous le n°.....

Affilié à la C.N.S.S sous le n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) .....

Ouvert auprès de .....

#### - Membre 2:

.....

(Servir les renseignements le concernant)

- .....

- .....

#### - Membre n :

.....

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement)

Ayant M ..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)

Ouvert auprès .....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

**D'AUTRE PART**

### **IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI**

#### 1. Cas d'un auto-entrepreneur

Auto-entrepreneur: ..... M : .....

.....qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social .....

CNIE:.....

Taxe professionnelle n° .....

N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE).....

.....

Affilié à la CNSS sous n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

**D'autre part**

### **IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI**

## **2. Cas d'une coopérative**

La société .....représentée par M :..... ..

.....qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont  
conférés.

Au capital social ..... Patente n° .....

Registre de local des coopératives .....Sous le n° .....

Affilié à la CNSS sous n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE»

**D'autre part**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI**

## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres a pour objet : Entretien et le nettoyage des locaux de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) en lot unique.

### **ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché issu du présent appel d'offres est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption à Rabat représenté par son Président.

### **ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Le titulaire doit assurer les prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels pour réaliser efficacement les travaux de nettoyage suivants :

- Travaux quotidiens ;
- Travaux hebdomadaires ;

Ces prestations seront réalisées conformément aux termes de référence objet du chapitre II du présent CPS.

### **ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES LOCAUX**

Le titulaire prend en charge et sous sa responsabilité totale, les prestations de nettoyage exécutées dans les locaux de l'INPPLC et ce, afin qu'ils soient en parfait état de propreté d'une manière permanente.

Les locaux abritant le siège de l'INPPLC sont situés à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage, Hay Ryad, Rabat et sont d'une superficie globale de 1783 m<sup>2</sup>, répartie sur 4 plateaux bureaux comme suit :

- Deux plateaux bureaux au 3<sup>ème</sup> étage, d'une superficie globale de 884m<sup>2</sup> composés de :
  - Dix-neuf (19) bureaux fermés d'une superficie totale de 357,245 m<sup>2</sup> ;
  - Trois (3) plateaux fermés d'une superficie totale de 116,479 m<sup>2</sup> ;
  - Trois (3) plateaux ouverts d'une superficie totale de 83,102m<sup>2</sup> ;
  - Deux (2) Salles de réunion d'une superficie totale de 53,367m<sup>2</sup>;
  - Un (1) stock d'une superficie de 10,56m<sup>2</sup>;
  - Une (1) salle d'archives d'une superficie de 14,754m<sup>2</sup> ;
  - Six (6) blocs sanitaires ;
  - Un (1) espace d'accueil ;
  - Une (1) salle d'attente ;
  - Une (1) tisanerie ;
  - Parties communes.
- Deux plateaux bureaux au 4<sup>ème</sup> étage, d'une superficie globale de 899m<sup>2</sup> et composés de :
  - Aile du Président (Bureau + Kitchenette+ Bloc sanitaire),
  - Dix-neuf (19) bureaux fermés d'une superficie totale de 333,622 m<sup>2</sup> ;
  - Trois (3) plateaux ouverts d'une superficie totale de 133,855 m<sup>2</sup> ;
  - Une (1) salle de conseil ;
  - Une (1) salle de réunion ;
  - Cinq (5) blocs sanitaires ;
  - Une (1) tisanerie;
  - Un (1) espace d'accueil ;
  - Une (1) terrasse ;
  - Parties communes.

## **ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le Décret n°2-01-2332 du 22 rabii 1 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

## **ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ**

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption ;
- Le décret n°2-01-2332 du 22 rabii 1 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO);
- Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n°2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété;
- Le décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes tel qu'il a été modifié et complété;
- L'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n° 1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires ;
- Le Décret du chef de gouvernement n°2-23-799 (13 octobre 2023) portant fixation des montants du salaire minimum légal dans les activités agricoles et non agricoles ;
- La Circulaire n° 02/2019 du 24 jourmada I 1440 (31 janvier 2019) relative au respect de l'application de la législation sociale dans le cadre des marchés publics pour le gardiennage, la maintenance et la propreté des locaux administratifs et les transactions similaires ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement: le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;

Ainsi que tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

## **ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du présent marché.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

## **ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE**

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 5 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-EMO.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 11 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE**

Le maître d'ouvrage désignera un ou plusieurs représentants qui seront les seuls correspondants de prestataire lors de l'exécution des prestations objet du marché reconductible. Ils seront responsables de définir les priorités d'intervention et d'exécution des tâches.

Le nom ou la qualité de cette personne sera notifié au prestataire de service.

## **ARTICLE 10 : ÉLECTION DE DOMICILE DU PRESTATAIRE DE SERVICE**

Les notifications prévues à l'article 17 du CCAG-EMO seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

## **ARTICLE 11 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est **le Président de l'INPPLC**.

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE**

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage:

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations qui constituent le corps d'état principal et qui ne peuvent faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- **Prix n°1 et 2.**

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment les très petites, petites et moyennes entreprises installées au Maroc y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les autoentrepreneurs, conformément à l'article 149 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

#### **ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION**

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est fixée à une période de douze (12) mois. Le marché sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois ans (3 ans) consécutifs.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un mois (1) pour le maître d'ouvrage et de trois (3) mois pour le prestataire et ce, avant l'échéance.

Le délai de réalisation court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la réalisation des services.

#### **ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

#### **ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX**

Les prix du marché reconductible issu du présent appel d'offres sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

#### **ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF**

- **Le cautionnement provisoire** est fixé à la somme de : Huit mille dirhams (8 000,00 DHS).

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16 paragraphe 1 du CCAG-EMO.

- **Le cautionnement définitif** est fixé à 3% du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délais maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestations si le titulaire a rempli toutes les obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément à l'article 16 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 17 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE**

Le marché issu du présent appel d'offres ne prévoit pas de délai de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au prestataire de services.

#### **ARTICLE 18 : ASSURANCES-RESPONSABILITES**

En application de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement d'exécution des prestations, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution des marchés et précisant leur date de validité, à savoir ceux se rapportant notamment à :

- Assurance pour maladies professionnelles et accidents de travail;
- Assurance de la responsabilité civile à l'égard des tiers.

L'assurance de ces risques doit être souscrite et gérée par une entreprise d'assurance agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances pour pratiquer l'assurance des dits risques.

## **ARTICLE 19 : DROIT D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire devra supporter les frais d'enregistrement du marché conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 20 : CONTROLE DES PRESTATIONS**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer des contrôles aux moments de l'exécution des prestations.

Le prestataire doit fournir à la personne qui représente le maître d'ouvrage, chargée du suivi de l'exécution du marché, si elle le demande tous les renseignements et explications utiles lors de l'exécution des prestations. En outre, il doit informer ladite personne de tout incident ou problème intervenu durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que les mesures prises pour y remédier. Le représentant du maître d'ouvrage supervise le déroulement des prestations, et se réserve le droit de contrôler la présence des agents dans leurs postes. En cas d'absence constatée d'un agent ou plus, une pénalité sera appliquée au titulaire comme prévue dans l'article 24 du présent CPS.

## **ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS**

### **- Réception Provisoire Partielle (Par trimestre)**

A la fin de chaque trimestre, et en application de l'article 49 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de services de la conformité des prestations de services aux spécifications techniques du marché qui résultera du présent appel d'offres et prononcera la réception provisoire partielle.

Cette réception provisoire partielle sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle établi par le maître d'ouvrage à cet effet.

La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception provisoire du marché.

### **- Réception définitive :**

A la fin de la durée du marché reconductible qui résultera du présent appel d'offres, le Maître d'ouvrage procédera à la réception définitive du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi par le Maître d'Ouvrage.

## **ARTICLE 22 : MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE RÈGLEMENT**

Le règlement des prestations réalisées sera effectué trimestriellement sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage, aux quantités réellement exécutées, en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif, et ce, conformément à l'article 37 du CCAG-EMO.

Le montant de chaque décompte est réglé trimestriellement au prestataire de service après réception par le maître d'ouvrage des prestations objet du marché.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire de service seront versées au compte bancaire du prestataire indiqué dans son acte d'engagement.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres doit prévoir le dépôt électronique afférent à la prestation du présent marché conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaâbane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

### **ARTICLE 23 : PIÈCES A FOURNIR POUR LE PAIEMENT**

Le contractant est tenu de fournir à l'occasion de chaque décompte, notamment, les pièces suivantes :

- ✓ Attestations bancaires mensuelles nominatives des versements effectués au cours du trimestre en question au profit des agents recrutés dans le cadre du présent marché ;
  - Ce salaire net mensuel est exempté des indemnités familiales, C.N.S.S. et assurances.
- ✓ Bordereau de Déclaration de Salaire (BDS) CNSS portant le nombre de jours et d'heures réellement travaillées par les agents assurant les prestations objet du marché ;
- ✓ Les pièces justifiant la souscription de ces agents à l'assurance (Accident de travail et responsabilité civile).
- ✓ La pièce délivrée par la CNSS attestant la déclaration effective, de tous les agents recrutés dans le cadre dudit marché, en l'occurrence : La liste des assurés déclarés (Formulaire n°212-3-45) ;
- ✓ Pièces justifiant le paiement des cotisations à la CNSS (Bordereau de paiement des cotisations) avec preuve dudit paiement.

### **ARTICLE 24 : PÉNALITÉS POUR RETARD**

L'absence d'un agent sera sanctionnée par l'application au titulaire d'une pénalité par jour calendaire d'absence ou de retard d'un pour mille (1/1000) du montant du marché modifié ou complété par les avenants intervenus et qui sera retenue d'office sur les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de service de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrite au titre du marché.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, le cas échéant. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

### **ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE**

Sont applicables les dispositions de l'article 32 du décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État.

### **ARTICLE 26 : RÉSILIATION DU MARCHÉ ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES**

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un (1) mois pour le maître d'ouvrage et (3) trois mois pour le titulaire, notifié par lettre recommandée. La non reconduction donnera lieu à la résiliation du marché.

### **ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC**

Le titulaire doit se conformer aux lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail et au recrutement du personnel en dehors du Maroc et ce conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 29 : RESPECT DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL**

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires en matière de travail, notamment :

- L'application du salaire minimum SMIG ;
- Le congé annuel rémunéré ;
- L'hygiène et la sécurité des employés ;
- Paiement de la part patronale relative aux charges sociales (Allocations familiales, charges sociales à court et long terme ; Assurance Maladie Obligatoire, Rémunération pour perte de travail et Frais de formation professionnels)
- L'application de la législation et de la réglementation sociales, notamment la déclaration des préposés à la CNSS, en mettant à la disposition du maître d'ouvrage les attestations de leur immatriculation ;
- L'assurance responsabilité civile et celle contre les accidents de travail.

En cas de non-respect des dispositions précitées, l'administration se réserve le droit de faire application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

Le titulaire est tenu de donner communication à l'administration, chaque fois qu'il le demande, de tous les documents nécessaires pour vérifier l'engagement du titulaire à la bonne pratique des dispositions de la circulaire n°02/2019 du Chef du Gouvernement relatif au respect de l'application de la Législation Sociale.

Si l'administration constate une différence, elle somme le titulaire du marché de réparer le préjudice et en cas de refus, elle en avise l'inspecteur du travail.

Le titulaire du marché est tenu d'engager un personnel apte physiquement ayant des aptitudes requises.

#### **ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE**

Le prestataire de services s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 31 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES**

En cas de litiges entre le Maître d'Ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 52, 53 et 54 du C.C.A.G-EMO.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis aux tribunaux compétents, conformément à l'article 55 du C.C.A.G-EMO.

#### **ARTICLE 32 : AVANCES**

Conformément décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics, aucune avance ne sera octroyée.

### **ARTICLE 33 : ENGAGEMENT ET MONTANT DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE**

Conformément à l'alinéa 5 de l'article 8 du règlement des marchés de l'INPPLC précité, l'engagement comptable du marché reconductible porte chaque année sur le montant total.

Toutefois, pour la première année, cet engagement porte sur le montant correspondant au prorata de la période considérée et ce dans la limite des crédits de paiement disponibles pour l'année budgétaire en cours.

Pour la dernière année, l'engagement correspond à la période restante pour atteindre la durée totale du marché reconductible.

Lorsque l'engagement comptable du montant du marché reconductible n'a pas eu lieu au titre d'une année, le marché doit être résilié.

Le montant annuel du marché reconductible correspond à la redevance annuelle. Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire, un décompte définitif partiel à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée et un décompte définitif général à la fin de la dernière période du marché reconductible, à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la durée totale du marché reconductible.

### **ARTICLE 35 : REVISION DES CONDITIONS DU MARCHÉ**

Conformément à l'article 8 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, les conditions du marché reconductible pendant la durée de son application, peuvent faire l'objet d'une demande de révision par chacune des parties contractantes, par le biais d'un avenant, pour autant qu'il n'en modifie pas l'objet.

Lorsque ces modifications nécessitent l'introduction de prestations supplémentaires imprévues au moment de la passation du marché initial, le maître d'ouvrage, en accord avec le titulaire du marché, arrête de nouveaux prix pour ces prestations par analogie aux méthodes de calcul du prix du marché initial.

Ces nouveaux prix font l'objet d'un avenant dans la limite prévue par les dispositions du paragraphe 9 de l'article 89 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

La révision des conditions du marché qui sera conclue suite au présent appel d'offres peut avoir lieu à la fin de chaque semestre moyennement un préavis de deux mois, sans toutefois dépasser 10 % en plus et 25 % en moins de la masse initiale des prestations objet du marché.

Cette révision est introduite par avenant. Au cas où un accord n'interviendrait pas sur cette révision, le marché est résilié.

## **CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 36 : CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations d'entretien et de nettoyage des locaux cités, consistent à réaliser les travaux suivants :

#### **✓ Travaux quotidiens :**

Les interventions quotidiennes auront lieu chaque jour et doivent être assurés par (5) agents de ménage, du lundi au vendredi, de 07h00 à 11h00 du matin avec une permanence quotidienne de 11h00 à 17h00, assurée par trois (3) agents de ménage :

- Balayage et nettoyage par washing des sols (bureaux, salle de réunion, parties communes, blocs sanitaires, kitchenettes) ;
- Nettoyage et essuyage des revêtements muraux en bois par des produits spécifiques ;
- Epoussetage et essuyage des meubles avec produits spécifiques (fauteuils, canapés, tables, bureaux, armoires, postes téléphoniques, sièges) ;
- Nettoyage, désinfection et désodorisation des sanitaires (faïences, lavabos, sièges, salles d'eau, miroirs) ;
- Balayage et nettoyage des entrées des étages et alentours ;
- Nettoyage et essuyage des portes d'entrée ;
- Dépoussiérage et lustrage des cloisons amovibles aluminium avec produits spécifiques ;
- Nettoyage du vitrage (cloisons amovibles+ portes bureaux) ;
- Nettoyage des fenêtres ;
- Dépoussiérage des stores ;
- Dépoussiérage des rideaux ;
- Aération et parfumage des locaux ;
- Dégagement et nettoyage des poubelles et broyeurs (destructeurs de papiers) ;
- Lustrage avec des produits adéquats des rampes, poignées des portes ;
- Nettoyage des jardinières des pots ;
- Mise à disposition des produits d'entretien nécessaires spécifiques consommables (savon, papier à main zig zag, papier hygiénique, désodorisant ....) premier choix dans les toilettes et l'outillage adéquat nécessaire pour le nettoyage ;
- Approvisionnement, en permanence, des blocs sanitaires en savon, papier à main zig zag, papier hygiénique et désodorisant ;
- Ramassage et évacuation des ordures et des déchets à la décharge publique ;
- Chaque fois que nécessaire : débouchage des WC et des lavabos.

**Pour les prestations de permanence, il s'agit de :**

- Renouveler le nettoyage des blocs sanitaires toutes les trois heures ;
- Approvisionnement, en permanence, des blocs sanitaires en savon, papier hygiénique et désodorisant ;
- Maintenir la propreté des espaces de circulation (hall d'accueil+ couloirs);
- Prendre en charge les besoins urgents en matière de nettoyage des locaux ;
- La collecte des ordures de toutes sortes à partir des services.

✓ **Travaux hebdomadaires**

Les interventions hebdomadaires auront lieu chaque samedi de 08h00 à 12h00 du matin et doivent être assurées par les quatre (4) agents de ménage. Il est à préciser que ces prestations comprennent les opérations suivantes :

- Lavage, nettoyage à fond des sols (bureaux, salles de réunions, parties communes, blocs sanitaires, , kitchenette) avec des détergents bactéricides;
- Dépoussiérage par aspiration industrielle de moquette (Bureaux, salle de conseil, parties communes, entrée de l'étage);
- Nettoyage, astiquage et dépoussiérage des portes en bois et des bureaux ;
- Nettoyage du vitrage avec produits spécifiques (cloisons amovibles + portes bureaux) ;
- Nettoyage des fenêtres en entier (vitres, menuiserie et appuis) avec produits adéquats;
- Nettoyage des portraits et tableaux en utilisant des produits appropriés ;
- Nettoyage des stores ;
- Nettoyage des rideaux.

**ARTICLE 37 : COMPOSITION DES LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les locaux dans lesquels seront assurées des prestations de nettoyage sont composés de :

Désignation	Quantité
Superficie des locaux	1783 m <sup>2</sup>
Superficie de la moquette	789 m <sup>2</sup>
Métrage des vitres des cloisons amovibles	470 m <sup>2</sup>
Nombre de sanitaires	12 blocs sanitaires
Nombre de kitchenettes	3 kitchenettes
Nombre des stores	106 unités
Métrage des rideaux	50 ML

**ARTICLE 38 : EXECUTION DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE**

a) **Effectif du personnel** :

Pour réaliser les prestations de nettoyage, le titulaire doit mettre en œuvre un effectif de cinq (5) agents de nettoyage pour les jours du lundi au vendredi du 07h00 à 11h00 et quatre (4) agents de nettoyage pour les samedis du 8h à 12h pour les prestations hebdomadaires. Il est demandé en outre, de mettre à la disposition de l'administration une équipe de permanence pouvant intervenir à tout moment de la journée dans les opérations de nettoyage et ce, afin de répondre à des besoins urgents et ponctuels et aussi pour donner suite à la demande de l'INPPLC pour l'entretien et le nettoyage de tel ou tel local selon le besoin. L'équipe de permanence est composée de trois (3) agents de nettoyage de 11H00 à 17H00.

**b) Horaire d'exécution des prestations :**

Les prestations, objet du présent marché reconductible qui résultera du présent appel d'offres seront exécutés aux jours et heures fixés par douze (12) agents de ménage, réparti comme indiqué dans le tableau suivant :

Travaux	Jours	Heures	Nombre d'agents
Quotidiens	Lundi au vendredi	07h00 à 11h00	5
Quotidiens (Permanence)	Lundi au vendredi	11h00 à 17h00	3
Hebdomadaires	Samedi	08h00 à 12h00	4

**NB :** Les dimanches et les jours fériés légaux sont exclus des périodes de service, et si le jour de l'exécution des travaux hebdomadaires coïncide avec un jour férié, l'exécution desdits travaux sera reportée au jour qui le suit.

Le Titulaire est tenu de fournir au MO une liste contenant les noms, les prénoms, adresses, numéros des CIN et photos du personnel destiné à exécuter les prestations objet du présent marché reconductible. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché, doit être déclaré à la CNSS. Cette déclaration sera présentée une fois par an, à l'occasion de la modification de la liste du personnel du prestataire ou à chaque demande du Maître d'Ouvrage.

**c) Matériel et produits de nettoyage**

Les prestations seront exécutées par le titulaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Pour réaliser les prestations d'entretien et de nettoyage, objet du présent appel d'offres, le titulaire du marché doit mettre en œuvre tout le matériel nécessaire pour assurer les services exigés.

Les produits d'entretien et les éléments nécessaires au nettoyage doivent être de première qualité. Ils seront fournis, mensuellement en quantité suffisante pour l'exercice convenable des prestations, par l'entreprise qui demeurera, dans tous les cas, responsable des détériorations qui pourraient être constatées à l'occasion des services de nettoyages effectués par son personnel.

Les blocs sanitaires doivent être dotées de savons, papier à main zig zag, papier hygiénique et désodorisants de première qualité et de quantités suffisantes.

Les produits à utiliser doivent être adéquats aux matières à traiter (bois, métal, cuir, similicuir, carrelage, tissu) à savoir :

<u>Produits</u>	<u>Destination</u>
Détartrant	Entretien des robinetteries et appareils sanitaires
Détergent désinfectant	Nettoyage et désinfection des sols surfaces, sanitaire et matériel
Détergent tout usage	Pour lavage divers, rinçage obligatoire
Détergent dégraissant pour carrelage	Récurage et lavage des sols carrelés
Détergent pour aluminium	Entretien des aluminiums anodes
Eau de javel 12°	Désinfection des surfaces lavées, et rincées au préalable
Eau de javel 24°	Désinfection des surfaces
Nettoyant pour vitre	Entretien des vitres
Nettoyant pour bois	Entretien des revêtements muraux et des portes en bois
Déodorants	Pour désodoriser les bureaux et les sanitaires
Sacs poubelles	Poubelles différentes dimensions
Papier hygiénique	Papier hygiénique petit et grand format ou taille pour WC Homme et Femme
Papier à main zig zag	Pour WC Homme et Femme
Savon liquide	Savon liquide non dilué pour WC Homme et Femme
Savon vaisselle	Pour nettoyage de vaisselle

Le Titulaire devra soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage un échantillon de chaque type de fournitures et produits d'entretien qu'il propose d'employer, il ne pourra mettre en œuvre ces fournitures et produits d'entretien qu'après acceptation donnée par le Maître d'Ouvrage.

L'administration se réserve le droit de refuser tel matériel ou tel produit qu'elle estimerait ne pas convenir à l'exécution des travaux.

L'administration met gratuitement à la disposition du titulaire du marché l'eau et l'électricité nécessaires aux travaux de nettoyage.

Le titulaire du marché découlant du présent appel d'offres est tenu de mettre en œuvre pour la bonne exécution des prestations, à sa charge, au minimum le matériel suivant :

**Chariots de nettoyage, Aspirateurs eau et poussière, Lave moquette, Balais, Escabeaux, Echelles, Serpillières, Eponges, Chamoisines, Raclette de ménage, Ballets, Brosses à divers emplois, Seaux de ménage, Pelles en plastiques , Gants mains pour nettoyage , Lavettes nettoyage vaisselle.**

Les agents de nettoyage ne sont autorisés à exécuter les travaux avec des outils bruyants pendant l'horaire de travail du personnel de l'INPPLC que sur l'accord de celle-ci.

Le titulaire du marché apportera à ses frais tout le matériel et produits nécessaires pour la réalisation des différentes opérations prévues dans le présent CPS. Une fois constatées et vérifiées, les produits resteront sous la responsabilité du représentant de la société qui en assure la gestion sous l'encadrement de l'INPPLC.

### **ARTICLE 39 : CONDITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Le titulaire doit mettre à la disposition du maître d'ouvrage des agents de nettoyage, et ce, conformément aux spécifications ci-après :

- Etre de bonne présentation ;
- Etre qualifié, de bonne moralité ;
- N'avoir aucun antécédent judiciaire.

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage les pièces suivantes :

- Une liste d'affectation nominative portant le cachet du titulaire ;
- Les photos d'identité et les copies des CIN du personnel principal et de remplacement proposé pour assurer les prestations objet du marché ;
- Les inscriptions à la CNSS.

Une fois, la liste du personnel proposé est arrêtée par le maître d'ouvrage, le titulaire ne peut apporter des remplacements sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Tout changement du personnel (permanent ou de remplacement) doit être dûment justifié et notifié au maître d'ouvrage, les changements doivent être réduits au minimum.

Tout agent de nettoyage non approuvé par le maître d'ouvrage sera assimilé à une absence.

En cas d'absence ou retard d'un préposé, le titulaire doit procéder à son remplacement immédiat, aucune vacance du poste ne sera tolérée sous peine d'application des dispositions de pénalités mentionnées dans l'article 24 précité.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel affecté aux sites du maître d'ouvrage les horaires du travail.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel s'est rendu passible d'un manquement de sérieux ou est poursuivi pour délit ou s'il a des raisons suffisantes pour être non satisfaite du comportement d'un des membres du personnel, le titulaire devra alors, sur demande motivée au maître d'ouvrage fournir immédiatement un remplaçant.

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès de ses sites à tout agent de nettoyage indésirable notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite ou qui n'a pas les qualités requises (morales et professionnelles) pour l'exercice de cette fonction et celui-ci doit être remplacé immédiatement.

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage une situation mensuelle d'affectation de son personnel concernant le marché issu du présent appel d'offres.

En cas de pandémie ou de toute situation de crise, le titulaire doit intervenir par ses propres moyens pour le contrôle et l'examen et l'acquisition des moyens de lutte pour ses agents. Et d'autre part, le titulaire doit préparer un plan d'intervention de prévention d'urgence.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à tout contrôle qu'il aura jugé nécessaire et notamment de refuser tout agent ne s'étant pas soumis à la visite médicale de contrôle ou déclaré atteint d'une maladie à caractère contagieux.

## **ARTICLE 40 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **➤ Obligations vis-à-vis des préposés et des tiers :**

Le titulaire devra se conformer aux dispositions des dahirs du 25 juin 1927, 21 mars 1943 et 27 décembre 1944, relatifs aux accidents prévus par la législation du travail.

Les accidents du travail sont du ressort de l'inspecteur de travail et de la sécurité sociale. La déclaration doit être faite par le titulaire.

Le titulaire supportera seul l'assurance et les conséquences pécuniaires des accidents corporels survenant au cours ou à l'occasion des travaux.

Le titulaire s'engage, en conséquence, à garantir le maître d'ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui, en tant que tiers responsable de l'accident, par la victime ou ses ayants droits et par la caisse de sécurité sociale.

Le titulaire est responsable de tous les accidents ou dommages que ses agents peuvent causer à toute personne. Il s'engage à garantir éventuellement le maître d'ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

Le titulaire s'engage à respecter la législation du travail notamment en ce qui concerne les horaires de travail et veiller à ce que les salaires soient en conformité avec la réglementation du travail en vigueur.

A cet effet, il doit :

- Servir un salaire par agent et par mois égal au moins au SMIG, CNSS ainsi que les autres charges sociales ;
- Inscrire l'ensemble du personnel affecté dans le cadre du marché auprès de la CNSS .

### **➤ Obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage :**

Le titulaire doit :

- Tenir compte de toutes ces obligations et charges lors de l'établissement de ses prix ;
- Reconnaître avoir visité tous les lieux concernés par les prestations de nettoyage, objet du marché ;
- Avoir reçu toutes les explications et informations qui lui ont permis l'établissement de ses prix ;
- Ne pouvoir ultérieurement en aucun cas se prévaloir du manque d'information pour l'exécution des prestations dans les meilleures conditions.

## **ARTICLE 41 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire répond des faits et fautes de ses préposés ayant entraîné un préjudice quelconque au maître d'ouvrage et aux personnels et partenaires de celui-ci, à cet effet il s'engage :

- En cas de vol de bien ou de matériel appartenant au Maître d'ouvrage imputable aux agents de nettoyage relevant du titulaire dans l'un des locaux dans lesquels se déroulent les prestations de nettoyage objet du marché, le titulaire qui sera immédiatement informé par le maître d'ouvrage est tenu de produire dans un délai de (12) douze heures qui suivent, un rapport sur l'acte de vol. Le titulaire sera tenu directement ou par l'intermédiaire de son assurance, de dédommager l'INPPLC dans la limite de la valeur vénale dudit matériel.
- En cas de détérioration du matériel dans l'un des locaux dans lesquels se déroulent les prestations de nettoyage, objet du marché, le titulaire qui sera immédiatement informé par le maître d'ouvrage est tenu de produire, dans un délai de (24) vingt-quatre heures qui suivent, un rapport sur l'acte de détérioration. Le titulaire est tenu directement ou par l'intermédiaire de son assurance, de dédommager le maître d'ouvrage dans la limite de la valeur vénale du matériel détérioré.

La valeur de bien ou de matériel sera déterminée par une commission désignée par le maître d'ouvrage et sera déduite, d'office, des sommes dues au titulaire.

#### **ARTICLE 42: CONSIGNES DIVERSES**

##### **1. Objets trouvés :**

Les objets trouvés dans les locaux du maître d'ouvrage par le personnel du titulaire doivent être remis directement et contre émargement au maître d'ouvrage.

##### **2. Réunion :**

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire ou son représentant est tenu de se présenter aux réunions programmées pour discuter des sujets relatifs au marché.

##### **3. Tenue de travail, insigne et badge :**

Le titulaire s'engage à fournir des uniformes de 1er choix en nombre et en qualité suffisants. Ils doivent porter visiblement l'insigne du titulaire, et ce, pour permettre à ses agents d'avoir une présentation impeccable.

Ceux-ci ne doivent se présenter à leur site d'affectation qu'obligatoirement vêtue de la tenue régulière de travail. Tout agent de nettoyage manquant ces prescriptions, sera immédiatement renvoyé et considéré comme absent ;

Les agents du titulaire doivent en outre porter des badges permettant leur identification.

##### **4. Mesures particulières d'hygiène :**

Le titulaire veillera à ce que son personnel observe les conditions d'hygiène minimales, spécialement pour le transport des détruits de toutes sortes de façon aussi hermétique que possible (sachets, et poubelles...).

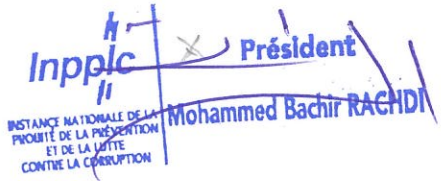
## Cahier des Prescriptions Spéciales

Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

**Appel d'offres ouvert à majoration n° : 10/2023**

**Objet** : Entretien et nettoyage des locaux de l'instance nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC)

**Imputation budgétaire** : 1.2.1.2.0.55.000.106.00.10.15

<p style="text-align: center;"><b><u>Cachet et signature de l'INPPLC</u></b> (Maitre d'ouvrage)</p> <div style="text-align: center;">  </div> <p>Rabat, le.....</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>Signature du concurrent</u></b> (Lu et accepté manuscrite)</p>          <p style="text-align: center;">Rabat, le.....</p>
---	--